

Question n° 1

Conseil Municipal du 13 Février 2020

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRE », publiée au journal officiel du 8 août 2015 est venu compléter les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat d'orientations budgétaires, notamment pour les communes de plus de 3500 habitants.

Ces nouvelles dispositions imposent aux collectivités de préserver un rapport élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Aussi en vertu des articles L2312-1, L3312-1 et L5211-36 du CGCT, le rapport d'orientations budgétaires (ROB) donne lieu à un débat, acté par une délibération.

Le rapport d'orientation budgétaire doit permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur les capacités de financement.

Le budget primitif 2020 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population mervilloise, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique, aux orientations définies dans le cadre de la loi de finances ainsi qu'à la situation financière locale.

SOMMAIRE

I / ETAT GENERAL

- 1- Contexte national
- 2- Situation de la collectivité
 - a) Budget commune
 - Section de fonctionnement et son évolution
 - Section d'investissement
 - b) Budget annexe Espace Culturel Robert Hossein
 - Section de fonctionnement et son évolution
 - Section d'investissement
 - c) Structure des dépenses du personnel et des effectifs

II/ ORIENTATIONS BUDGET 2020

- 1- Les recettes fiscales
- 2- Budget fonctionnement 2020
 - a) Budget principal commune
 - b) Budget annexe ECRH
 - c) Subventions CCAS et Centre social
- 3- Evolution prévisionnelle des dépenses du personnel 2020

III/ ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

- 1- Fonctionnement : prévisions 2020 - 2021
- 2- Investissement/ Années 2020 – 2021

IV/ STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

ANNEXES

1 – CONTEXTE ECONOMIQUE

B. Le contexte économique1. Un aperçu du contexte économique

Quelles perspectives pour l'économie mondiale et française ?

Extraits du rapport de l'OCDE : « Perspectives économiques de l'OCDE » novembre 2019

a) Perspectives mondiales

Ces deux dernières années, la croissance mondiale et les perspectives futures n'ont cessé de se détériorer, sur fond d'incertitudes persistantes sur la direction des politiques publiques et de faiblesse des flux d'échanges et d'investissement. La croissance du PIB mondial est estimée à 2.9 % cette année et autour de 3 % en 2020-21, une croissance inférieure aux 3.5 % prévus il y a un an, et la plus basse depuis la crise financière. Les perspectives à court terme varient d'un pays à l'autre selon l'importance des échanges pour leurs économies. Aux États-Unis, la croissance du PIB devrait ralentir à 2 % à l'horizon 2021, tandis qu'au Japon et dans la zone euro, elle devrait se situer respectivement à 0.7 % et 1.2 %. En Chine, la croissance continuera de fléchir vers 5.5 % d'ici 2021.

Les perspectives continuent de se dégrader, traduisant des évolutions structurelles qui demandent une réponse. Le changement climatique et la transformation numérique sont en effet des évolutions profondes de nos économies.

Total OCDE, sauf mention contraire

| | Moyenne | | | | | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|-------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2012-2019 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | T4 | T4 | T4 |
| | Pourcentage | | | | | | | |
| Croissance du PIB en volume¹ | | | | | | | | |
| Monde ² | 3.3 | 3.5 | 2.9 | 2.9 | 3.0 | 3.0 | 2.9 | 3.1 |
| G20 ² | 3.6 | 3.8 | 3.1 | 3.2 | 3.3 | 3.2 | 3.2 | 3.3 |
| OCDE ² | 2.1 | 2.3 | 1.7 | 1.6 | 1.7 | 1.8 | 1.7 | 1.7 |
| États-Unis | 2.4 | 2.9 | 2.3 | 2.0 | 2.0 | 2.3 | 1.9 | 2.0 |
| Zone euro | 1.5 | 1.9 | 1.2 | 1.1 | 1.2 | 1.1 | 1.2 | 1.2 |
| Japon | 1.1 | 0.8 | 1.0 | 0.6 | 0.7 | 1.0 | 0.8 | 0.5 |
| Non-OCDE ² | 4.4 | 4.6 | 3.9 | 4.0 | 4.0 | 3.9 | 3.9 | 4.1 |
| Chine | 6.9 | 6.6 | 6.2 | 5.7 | 5.5 | 6.1 | 5.5 | 5.5 |
| Inde ³ | 7.1 | 6.8 | 5.8 | 6.2 | 6.4 | | | |
| Brésil | -0.1 | 1.1 | 0.8 | 1.7 | 1.8 | | | |
| Taux de chômage⁴ | 6.6 | 5.3 | 5.2 | 5.1 | 5.1 | 5.1 | 5.1 | 5.1 |
| Inflation^{1,5} | 1.6 | 2.3 | 2.0 | 2.1 | 2.1 | 1.9 | 2.1 | 2.1 |
| Solde des administrations publiques⁶ | -3.6 | -2.9 | -3.2 | -3.3 | -3.3 | | | |
| Croissance du commerce mondial¹ | 3.4 | 3.7 | 1.2 | 1.6 | 2.3 | 1.1 | 1.9 | 2.4 |

1. Pourcentage de variations ; dans les trois dernières colonnes figure la variation en glissement annuel.

2. Pondérations variables, PIB en parités de pouvoir d'achat.

3. Exercice budgétaire.

4. Pourcentage de la population active.

5. Déflateur de la consommation privée.

6. Pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

Les incertitudes économiques sont devenues la principale préoccupation des entreprises partout dans le monde depuis dix-huit mois, c'est-à-dire depuis le début des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Les politiques commerciales étant de moins en moins prévisibles, il est probable que de fortes incertitudes continueront pendant une période prolongée de freiner sur l'activité. Les entreprises sont également de plus en plus nombreuses à citer la morosité de la demande comme une source d'inquiétude. L'impact de l'aggravation des incertitudes liées à l'action publique est de plus en plus manifeste dans les investissements en biens d'équipement et dans les dépenses consacrées par les ménages à certains biens de consommation durables, particulièrement les voitures, dont la demande mondiale a fortement chuté l'année dernière. Ces évolutions affectent tout spécialement l'Allemagne, du fait de l'importance relative du secteur manufacturier dans l'activité globale, de sa spécialisation dans la production de biens d'équipement et des difficultés nées des ajustements nécessaires à opérer pour répondre aux défis structurels du secteur automobile.

En Europe, les incertitudes liées au Brexit ont aussi provoqué une volatilité considérable des échanges et contribué à la faiblesse des résultats commerciaux enregistrés ces derniers mois, avec une hausse des exportations de la zone euro à destination du Royaume-Uni au début de 2019, juste avant la date originellement prévue pour la sortie de l'UE, et un brusque revirement dans les mois qui ont suivi.

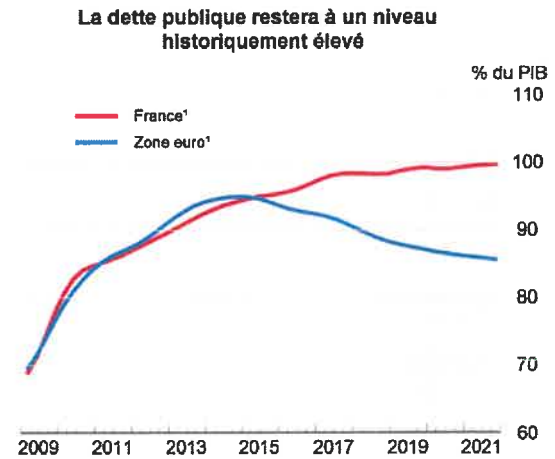
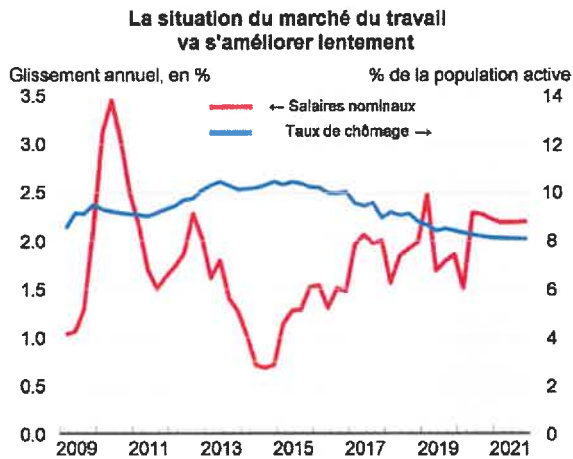
Les mesures douanières bilatérales mises en place par les États-Unis et la Chine depuis le début de 2018 ont joué un rôle important dans la faiblesse de la demande mondiale. Le report des hausses des droits de douane américains censées prendre effet à la mi-octobre et le déroulement en cours des discussions sur les points commerciaux encore en suspens entre ces deux pays sont des évolutions positives. Néanmoins, les mesures prises cette année, y compris celles qui restent prévues pour la fin de 2019, continueront de peser lourdement sur l'activité et les échanges dans le monde au cours des deux années à venir.

Au total, les mesures prises cette année par les États-Unis et la Chine pourraient réduire la croissance du PIB mondial dans une proportion comprise entre 0.3 et 0.4 points de pourcentage en 2020 et entre 0.2 et 0.3 points de pourcentage en 2021.

b) En France

La croissance restera modérée, s'établissant autour de 1.2 % en 2020-21. Les créations d'emplois, en particulier d'emplois à durée indéterminée, les baisses d'impôts et les effets des mesures d'urgence sociales soutiendront le revenu disponible des ménages et la consommation. Des conditions financières favorables conjuguées aux marges élevées des entreprises freineront la décélération de l'investissement, en dépit d'un environnement économique mondial fragile et incertain. Le taux de chômage diminuera lentement pour s'établir à 8.1 % à la fin de 2021, tandis que l'inflation sous-jacente et les salaires ne s'affermiront que modérément.

Les baisses d'impôts et les nouvelles dépenses sociales se traduiront par une légère détente budgétaire sur la période 2020-21. Cependant, les coupes opérées dans certaines dépenses sociales et le recul de la charge d'intérêts de la dette devraient ramener le déficit public à 2.1 % du PIB en 2021, après son creusement temporaire dû à la réforme d'un crédit d'impôt en 2019. Une nouvelle réduction des dépenses non prioritaires est nécessaire pour réduire significativement le ratio dette publique/PIB, actuellement proche de 100 % (selon la définition de Maastricht), et pour financer durablement les baisses d'impôts en cours en faveur des ménages et des entreprises.



2. Pour les collectivités territoriales

a) Etat des lieux des finances des collectivités locales en 2018 : les finances du bloc communal

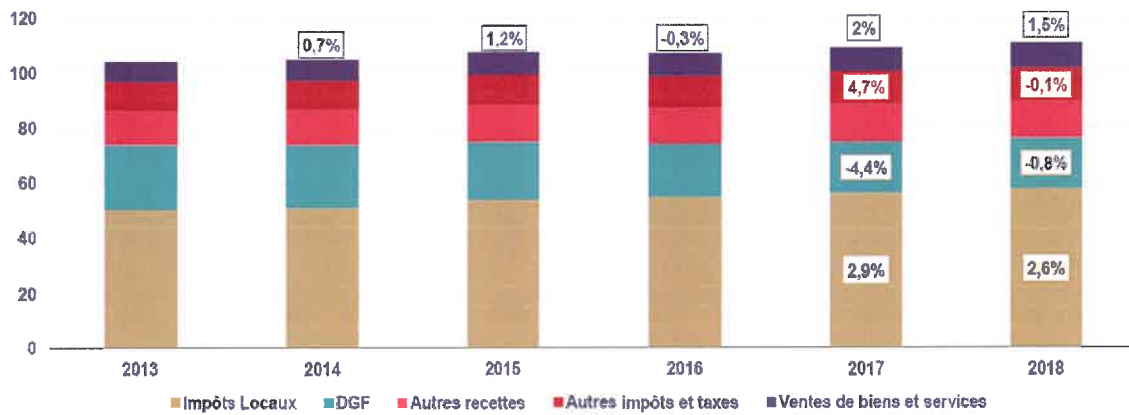
✦ Poursuite de la progression de l'épargne brute en 2018

Bloc communal : épargne brute (en Mds€) et taux d'épargne brute (éch. D)



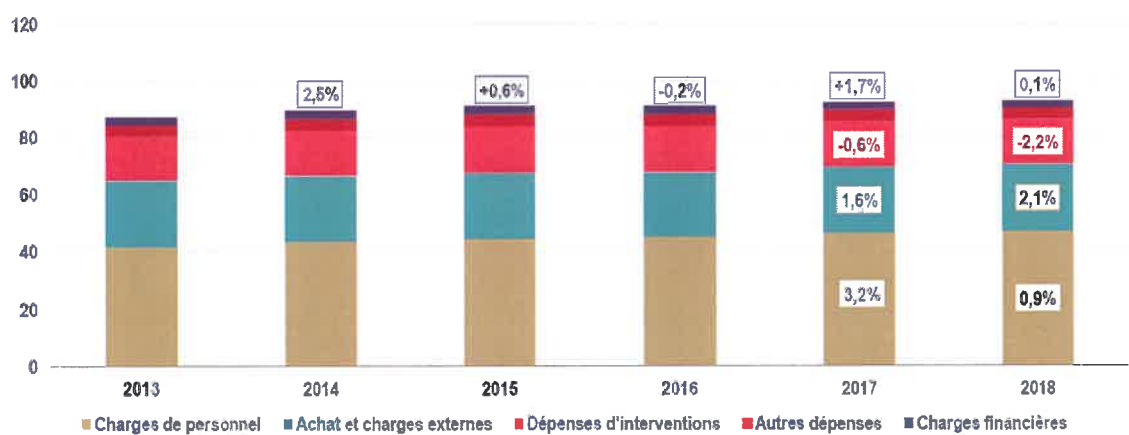
 Une hausse des recettes portée à nouveau par la fiscalité

Bloc communal : composition et évolution des recettes de fonctionnement (en Mds€)



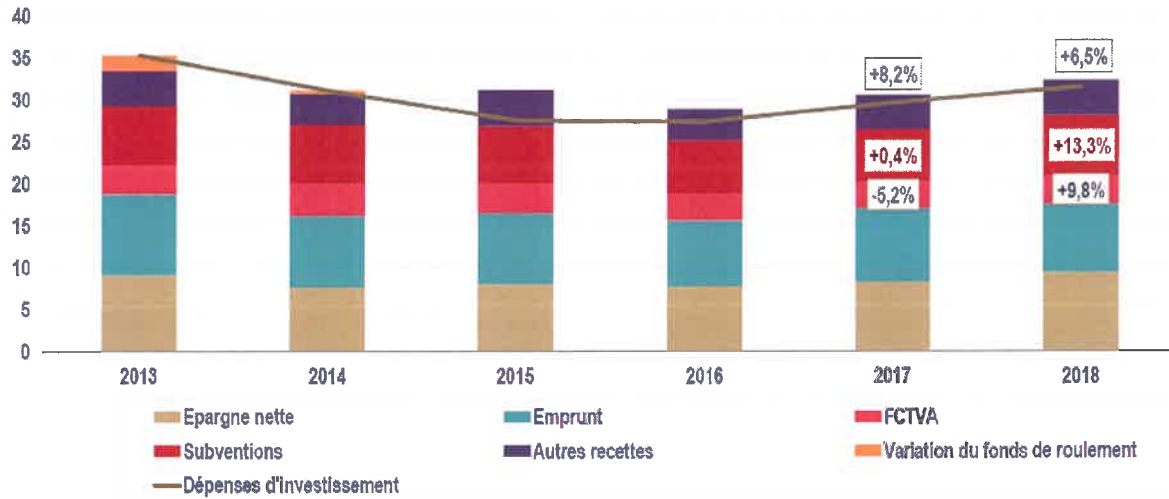
 Une quasi stabilisation des dépenses de fonctionnement en 2018

Bloc communal : composition et évolution des dépenses de fonctionnement (en Mds€)



Des dépenses d'investissement en hausse pour la 2^{ème} année consécutive

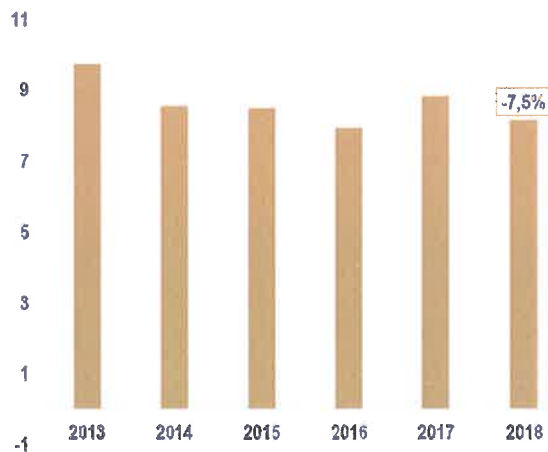
Bloc communal : évolution des dépenses d'investissement et leurs sources de financements (en Mds€)



Source : OFGL 2019

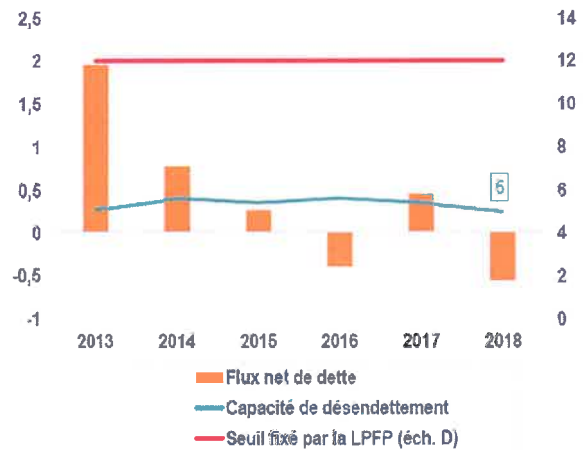
Baisse du recours à l'emprunt et amélioration du ratio de désendettement

Bloc communal : recours à l'emprunt (en Mds€)



Source : OFGL 2019

Bloc communal : flux net de dette (en Mds€) et ratio de désendettement (en années, éch. D)



Source : OFGL 2019

Conclusion :

Des efforts de gestion et une fiscalité plus dynamique depuis 2 ans favorisant l'amélioration de la capacité d'autofinancement.

Des communes et EPCI qui se désendettent en 2018, alors qu'ils investissent davantage dans la seconde partie du mandat local.

b) Contribution des collectivités à la réduction de la dette et du déficit publics

✚ **Prévisions économiques du PLF 2020**

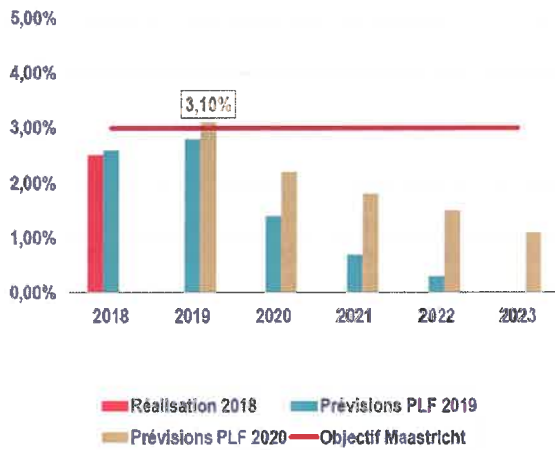
Evolution des prévisions économiques entre le PLF 2019 et le PLF 2020

| | PLF 2019 | PLF 2020 | | |
|-----------------------|----------|--------------------------------|---------------------------|-------|
| | 2019 | Prévisions de réalisation 2019 | Evol. PLF 2020 – PLF 2019 | 2020 |
| Croissance France | 1,70% | 1,40% | ↓ | 1,30% |
| Inflation France | 1,40% | 1,20% | ↓ | 1,20% |
| Croissance Monde | 3,80% | 3,10% | ↓ | 3,30% |
| Croissance Zone euro | 2,10% | 1,20% | ↓ | 1,20% |
| Croissance Etats-Unis | 2,60% | 2,40% | ↓ | 1,50% |
| EUR / USD | 1,16 | 1,12 | ↓ | 1,12% |
| Prix du Brent (en \$) | 73 | 63 | ↓ | 59 |

Sources : PLF 2019 et PLF 2020

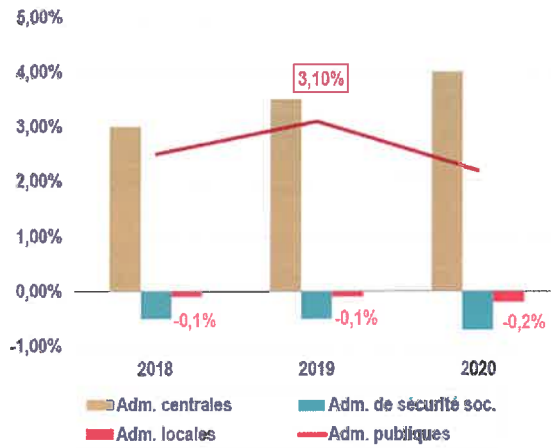
✚ **Un déficit public qui se creuse...**

Trajectoire du déficit public (en % du PIB)



Sources : PLF 2019 et 2020

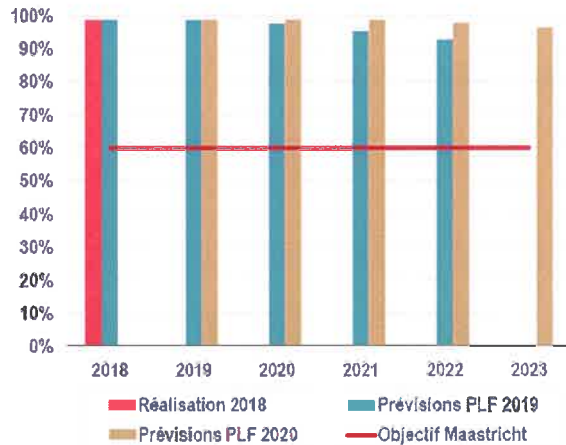
Trajectoire du déficit public / Administration (en % du PIB)



Sources : PLF 2019 et 2020

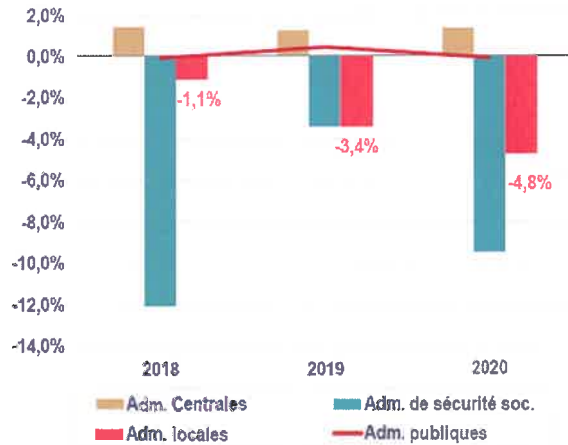
... et un endettement toujours élevé

Trajectoire de la dette publique (en % du PIB)



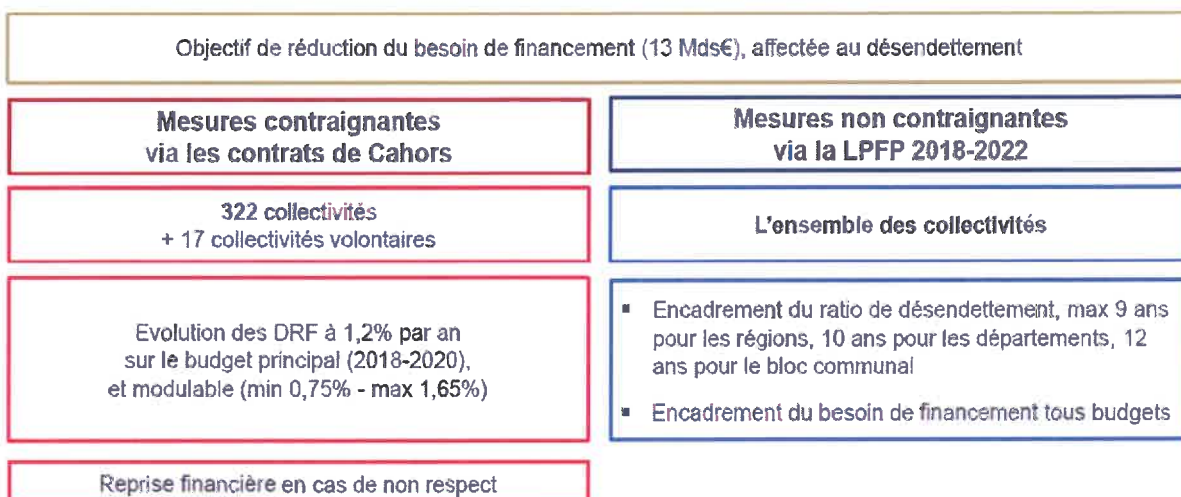
Sources : PLF 2019 et 2020

Évolution de la part de chaque administration dans la dette publique



Sources : PLF 2019 et 2020

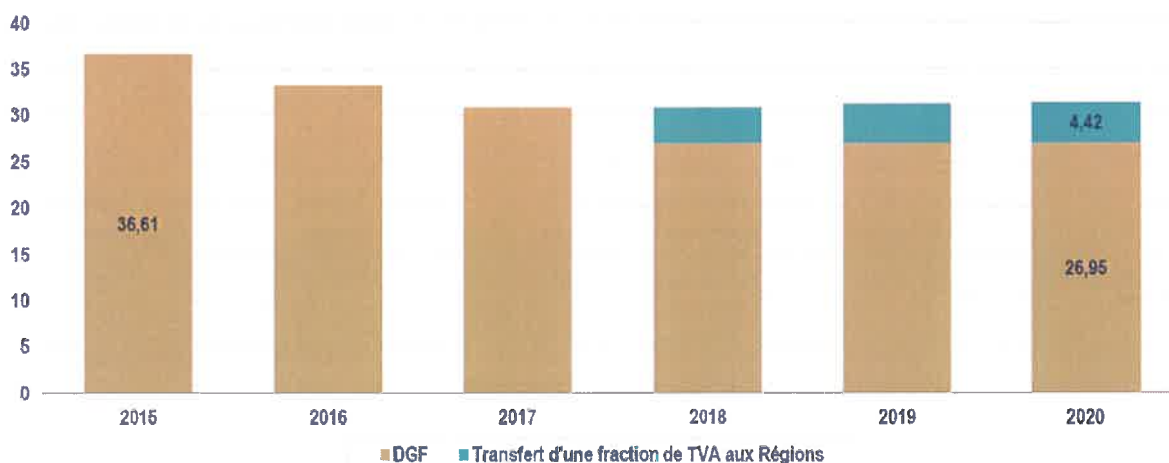
📌 Les collectivités soumises à des contraintes différentes jusqu'en 2022



c) Analyse du Projet de Loi de Finances pour 2020

✚ La DGF : une enveloppe stable pour la troisième année consécutive

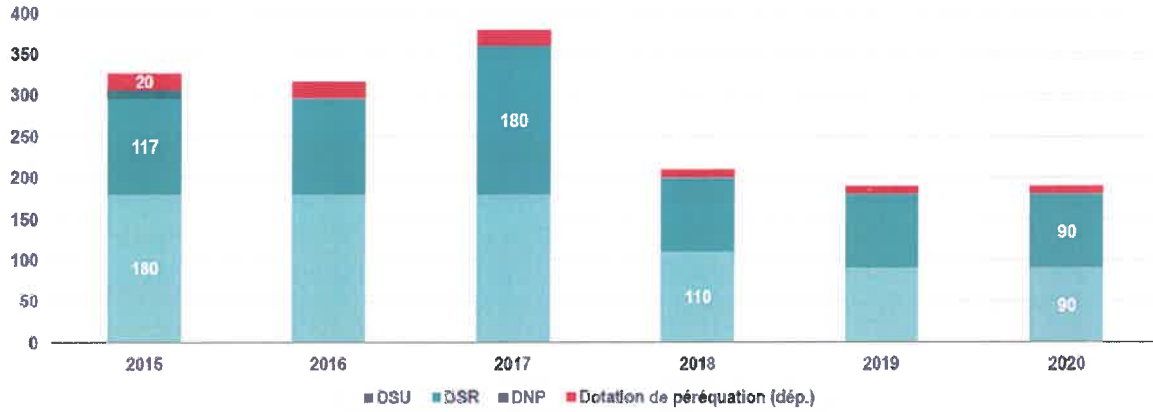
Evolution de la DGF (en Mds€)



Sources : LF 2015 à 2019 et PLF 2020

✚ Péréquation verticale : des abondements renouvelés

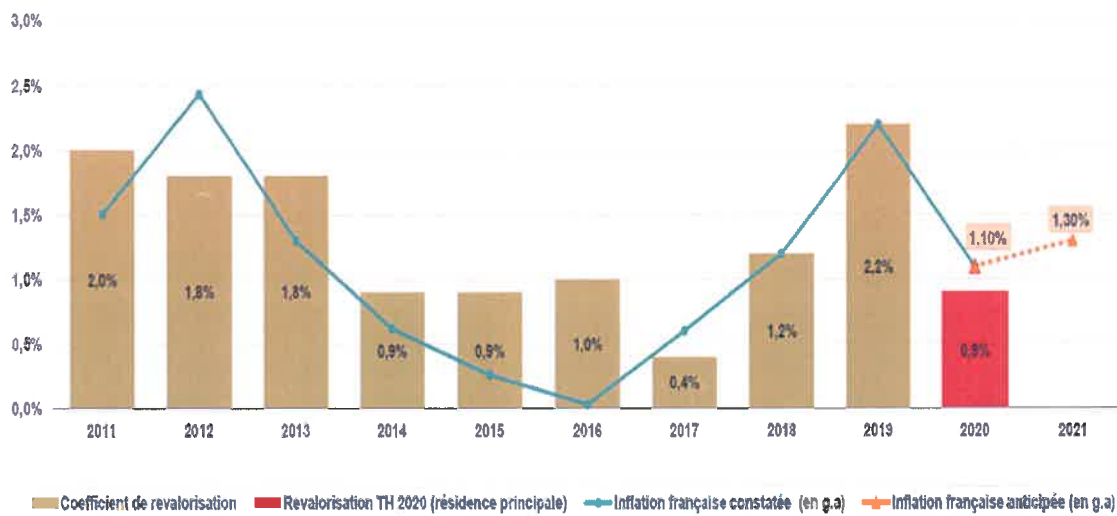
Abondements de la péréquation verticale (en M€)



Sources : LFI 2015 à 2019 et PLF 2020

Bases fiscales : cohabitation de deux coefficients de revalorisation

Coefficient de revalorisation des bases et inflation française (% , en g.a.)

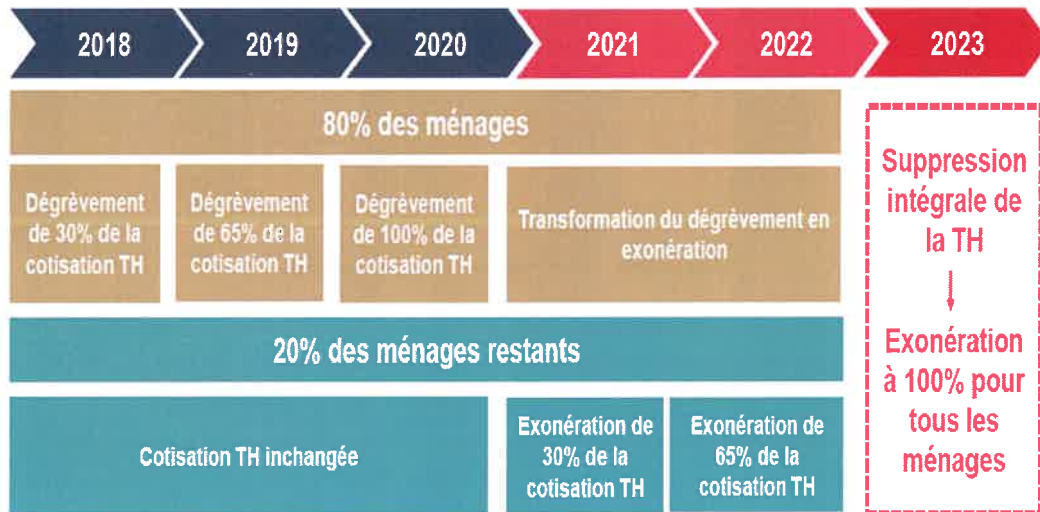


Sources : PLF 2020

✦ La réforme de la fiscalité locale

Calendrier de la réforme pour les contribuables

Description de la réforme selon la LFI 2018 et le PLF 2020



Source : LFI 2018, PLF 2020 et Finance Active

Calendrier de la réforme pour les collectivités

Description de la réforme selon le PLF 2020



Source : LFI 2018, PLF 2020 et Finance Active

Taxe d'habitation 2020 : une année de transition

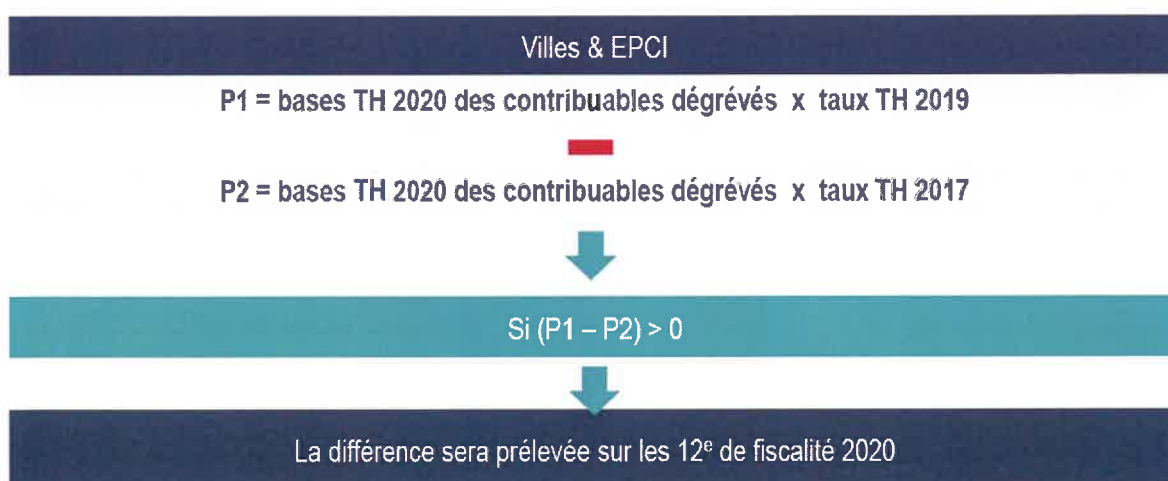
Détail des mesures appliquées sur la TH en 2020

| | |
|--------------------------------|---|
| Revalorisation des bases de TH | +0,90% sur les bases de TH sur les résidences principales (0% prévu dans le PLF initial) |
| Abattements | Maintien en 2020 des niveaux d'abattements 2019 |
| Pouvoir de Taux | Gel des taux de TH, TSE, Taxe GEMAPI aux taux appliqués en 2019 pour les communes et EPCI |
| Prélèvement sur fiscalité | Pour les communes et EPCI ayant instauré une hausse du taux de TH en 2018 et/ou 2019 |

Source : PLF 2020

Des hausses de taux de TH en 2018 et 2019 annulées pour 2020...

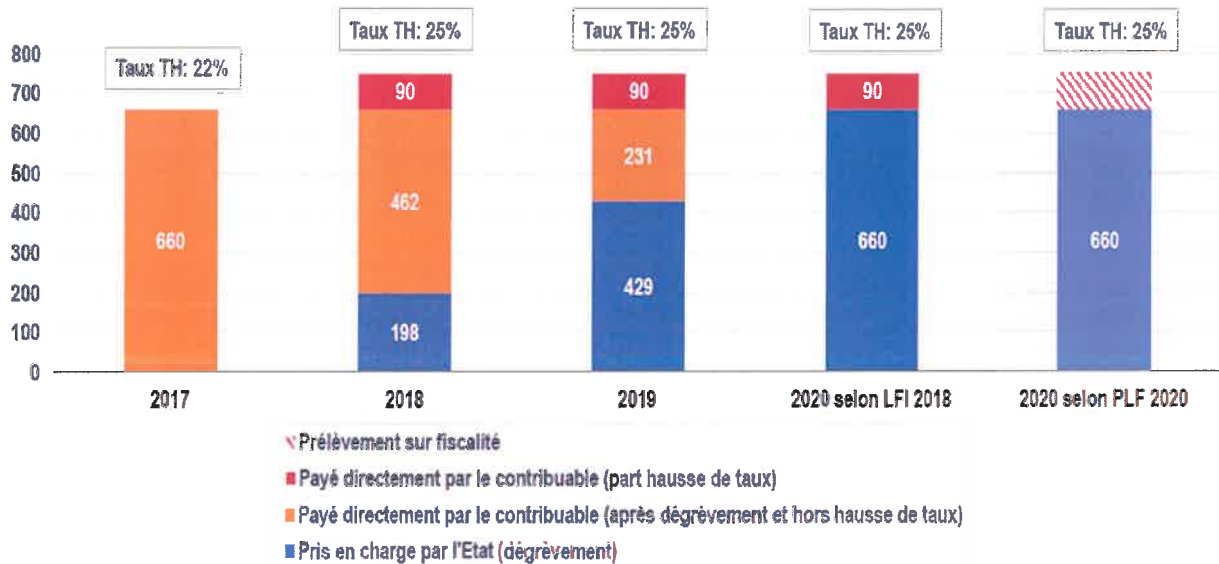
Prélèvement de fiscalité annulant la hausse de taux pour les contribuables dégrévés



Source : PLF 2020

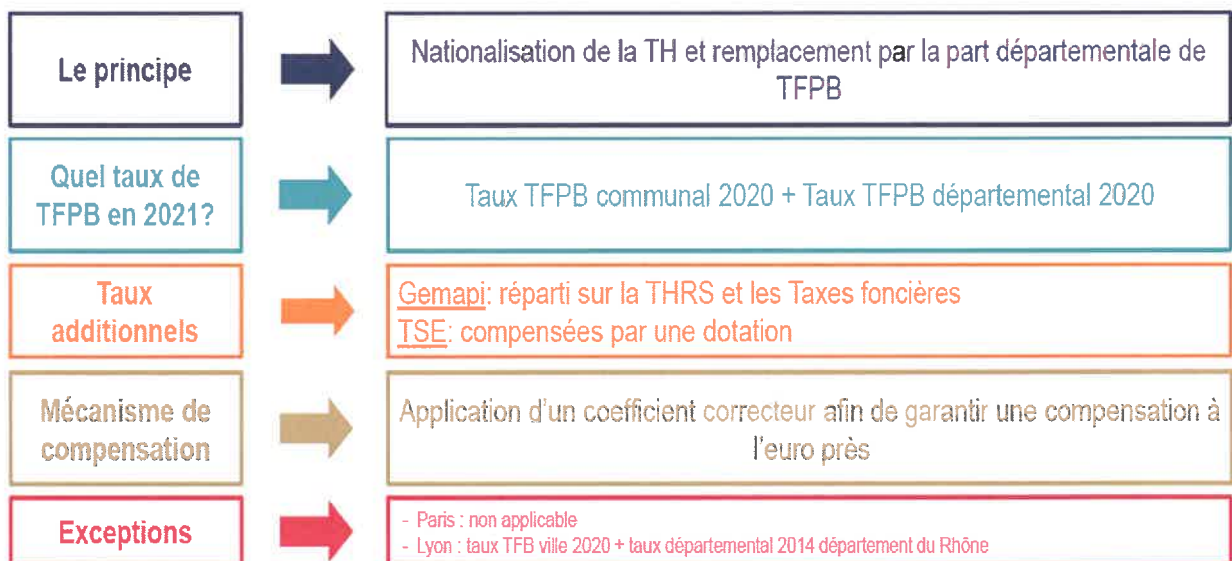
... par un prélèvement sur fiscalité

Comparaison LFI 2018 / PLF 2020 du financement du dégrèvement suite à une hausse du taux de TH



Source : PLF 2020 et Finance Active

2021 : une perte de TH communale compensée par la part départementale du foncier bâti



Source : PLF 2020

2- SITUATION DE LA COLLECTIVITE

a) Budget de la commune (au 31/12/2019)

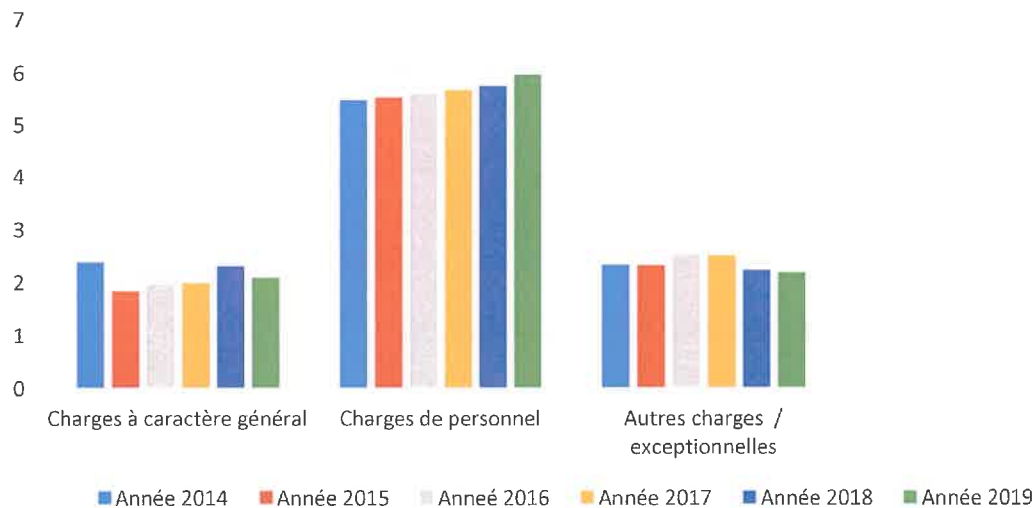
| | Année 2019 | Pour rappel Année 2018 |
|--|-----------------------|------------------------|
| ➤ Section de fonctionnement | | |
| Recettes : | 12 364 149,66 € | 12 368 593,35 € |
| Dépenses : | 11 011 225,83 € | 11 481 790,05 € |
| Excédent N : | 1 353 103,83 € | 886 803,30 € |
| Excédent N-1 : | 1 036 583,21 € | 1 149 779,91 € |
| Soit un excédent de | 2 389 687,04 € | 2 036 583,21 € |
| ➤ Section d'investissement | | |
| Recettes : | 2 997 460,14 € | 2 301 823,66 € |
| Dépenses : | 2 262 185,75 € | 3 314 793,74 € |
| Excédent N : | 735 274,39 € | Déficit N 832 970,08 € |
| Excédent N-1 : | 45 394,71 € | 878 364,79 € |
| Soit un excédent de | 780 669,10 € | 45 394,71 € |
| ➤ Reste à réaliser pour la section d'investissement : (en annexe) | | |
| Recettes : | / € | 640 000 € |
| Dépenses : | 474 496 € | 540 750 € |

→ Pour la section de fonctionnement

Sur les dépenses réelles (les mouvements réels de la balance générale)

| Désignations | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Charges à caractère général | 2 413 568 € | 1 851 229 € | 1 985 875 € | 2 000 802 € | 2 339 219 € | 2 111 407 € |
| Charges de personnel | 5 489 324 € | 5 529 590 € | 5 609 345 € | 5 671 656 € | 5 747 798 € | 5 958 873 € |
| Autres charges de gestion courante / exceptionnelles | 2 351 075 € | 2 344 118 € | 2 542 557 € | 2 525 157 € | 2 255 028 € | 2 207 253 € |

Evolution des dépenses réelles de 2014 à 2019



- Sur les recettes réelles

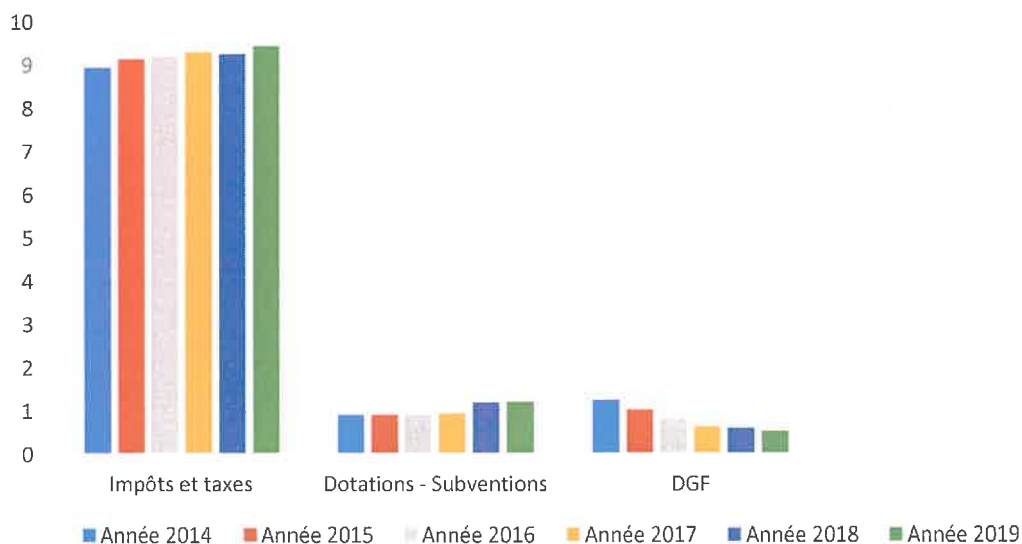
| Désignations | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Ventes de produits –prestations de service | 277 804 € | 306 820 € | 325 506 € | 314 844 € | 368 681 € | 327 116 € |
| Impôts et taxes | 8 965 567 € | 9 166 545 € | 9 207 725 € | 9 322 898 € | 9 283 447 € | 9 464 153 € |
| Dotations – subventions - participations | 915 787 € | 905 150 € | 895 588 € | 989 039 € | 1 206 518 € | 1 356 106 € |
| Dotation forfaitaire (DGF) | 1 254 253 € | 1 030 999 € | 801 542 € | 637 372 € | 601 319 € | 532 252 € |
| Autres produits – produits exceptionnels | 121 699 € | 87 320 € | 158 749 € | 183 282 € | 771 837 € | 516 740 € * |

*vente des bâtiments et terrains

Ecole Bogart : 120 000 € - Ancienne école du Sart 75 000 € - Terrain rue de Fer : 30 000 €

Terrain Petits Pacaux CCFL : 219 940 €

Evolution des recettes réelles de 2014 à 2019

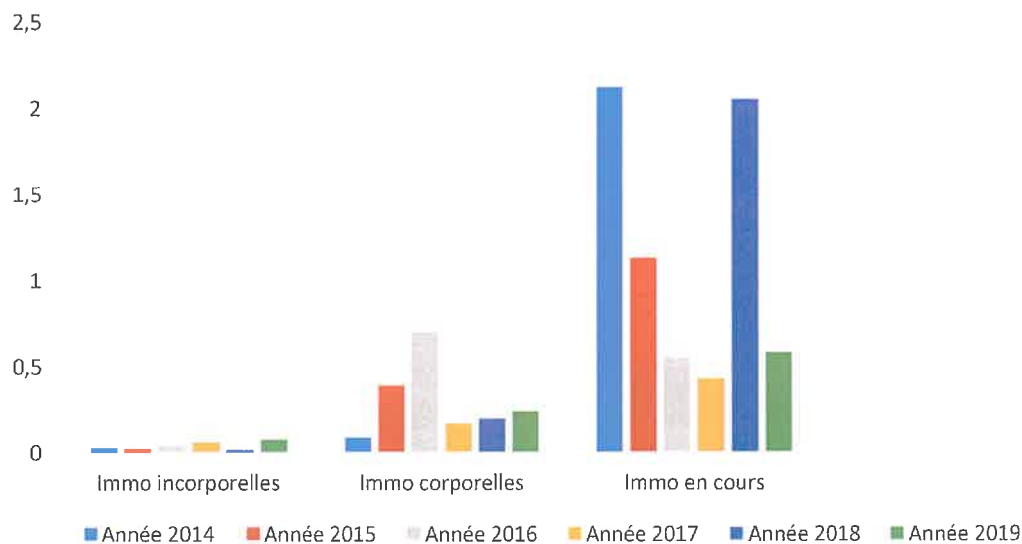


→ **Pour la section d'investissement**

- Sur les dépenses réelles

| Désignations | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|-------------|-------------|-----------|-----------|-------------|-----------|
| Immobilisations incorporelles (20) – (études – licences) | 34 848 € | 28 866 € | 48 356 € | 67 668 € | 21 333 € | 78 483 € |
| Immobilisations corporelles (21) – (terrains – équipements) | 90 254 € | 398 616 € | 760 107 € | 171 114 € | 201 359 € | 237 347 € |
| Immobilisations en cours (23) - (travaux) | 2 121 931 € | 1 133 266 € | 551 409 € | 439 789 € | 2 058 782 € | 579 527 € |

Evolution des dépenses d'investissement de 2014 à 2019



b) Budget annexe ECRH (au 31/12/2019):

Subvention communale : 85 000 €

| | Année 2019 | | Pour rappel Année 2018 |
|----------------------------|--------------------|----------|------------------------|
| →Section de fonctionnement | | | |
| Recettes : | 309 965,17 € | | 344 076,00 € |
| Dépenses : | 359 901,24 € | | 338 746,03 € |
| Déficit 2019 : | - 49 936,07 € | Excédent | 5 329,37 € |
| Excédent N-1 : | 63 259,03 € | | 57 929,66 € |
| Soit un excédent de | 13 322,96 € | | 63 259,03 € |

| | | | |
|---------------------------|-------------------|----------|--------------------|
| →Section d'investissement | | | |
| Recettes : | 56 084,79 € | | 47 434,15 € |
| Dépenses : | 69 716,74 € | | 53 636,87 € |
| Déficit 2019 : | - 13 631,95 € | | - 6 202,72 € |
| Excédent N-1 : | 12 511,19 € | | 18 713,91 € |
| Soit un déficit de | 1 120,76 € | Excédent | 12 511,19 € |

Reste à réaliser pour la section d'investissement :
 En annexe

| | | |
|------------|-----|---------|
| Dépenses : | / € | 6 000 € |
| Recettes : | / € | / € |

Investissements 2020

Partie cinéma

Matériels informatiques 4 950 €
 (2 ordinateurs – serveur cabine de projection)

Partie médiathèque

Sol médiathèque 26 000 €

Les projets seront réalisés en fonction des retours des subventions du compte de soutien CNC.

c) Structure des dépenses du personnel et des effectifs

Structure des effectifs au 31/12

| Type Emploi | 2017 | 2018 | Variation 2017/2018 | 2019 | Variation 2018/2019 |
|---|------------|------------|------------------------|------------|------------------------|
| Emplois Permanents (Titulaires CNRACL et IRCANTEC) | 160 | 170 | 6,25 % | 175 | 2,94 % |
| Contractuels de droit public | 22 | 20 | -9,09 % | 12 | -40 % |
| Contractuels de droit privé | 13 | 3 | -76,92% | 3 | 0 % |
| TOTAL | 195 | 193 | -1,42% | 190 | -1,55 % |

L'évolution négative des effectifs est principalement liée au non-remplacement systématique des départs en retraite et à l'arrêt des contrats unique d'insertion (CUI) suite aux directives du gouvernement de non renouvellement du financement de ces contrats depuis 2017.

De plus, depuis 2014, la politique de recrutement RH ouvre en priorité les postes à pourvoir en interne aux agents à temps non complet puis quand ce n'est pas possible à l'interne, privilégie la pérennisation des contractuels sur des postes permanents pour éviter la précarité de l'emploi. Ainsi, le nombre d'emplois permanents augmentent pour intégrer 4 agents contractuels occupant déjà des postes permanents ainsi qu'un recrutement par voie de mutation externe pour doter les Services Techniques d'une direction adjointe et de coordination des grands projets et du patrimoine, pour renforcer et aider les services dans la programmation et le suivi des missions (Tableau des effectifs en annexe).

Evolution des charges du personnel

| 2017 | 2018 | Variation 2017/2018 | 2019 | Variation 2018/2019 |
|----------------|----------------|------------------------|----------------|------------------------|
| 5 671 656,48 € | 5 747 797,60 € | 1,34 % | 5 958 675,02 € | 3,66 % |

L'évolution « naturelle » de la masse salariale liée à l'effet GVT – glissement vieillesse technicité du personnel (à effectif constant, il s'agit de l'augmentation de la rémunération individuelle d'un fonctionnaire par son avancement d'échelon, de grade ou promotion/concours) ainsi que des dispositions réglementaires de type reclassement indiciaire et/ou de la valeur du SMIC est généralement de 2% (+1.52 % de 2018 à 2019 pour le SMIC).

Malgré les efforts, les charges de personnel en 2019 ont subi une hausse de 3.66 % pour plusieurs raisons, non prévues en début d'année budgétaire :

- au regard de la mise en place d'une indemnité compensatrice de CSG imposée par l'Etat pour compenser la baisse de rémunération des agents publics résultant de l'augmentation du taux de Contribution Sociale Généralisée au 1^{er} janvier 2020.
- Le paiement d'une indemnité de départ volontaire d'1 agent titulaire
- L'indemnisation de jours épargnés sur le Compte Epargne Temps non budgété en début d'année
- Le paiement d'une indemnité de licenciement pour inaptitude physique d'1 agent titulaire dépendant du régime général, conformément à la commission de réforme et aux instances du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Nord
- le rappel de salaires opérés sur 3 agents en congé maladie payés suite à des décisions du Comité Médical intervenus tardivement (un agent placé en congé longue maladie bénéficie pour 1 an d'une rémunération à 100%. Ayant été placé au préalable en congés de maladie ordinaire, la Ville ne lui a versé que 50% de son salaire. La décision du comité médical contraint la ville à lui reverser 9 mois de demi-salaire, car il passe à 100% de son traitement de manière rétroactive à compter de son 1^{er} jour d'arrêt).
- le remplacement indispensable d'un agent placé en congé maternité sur une longue période suite à une grossesse difficile ;
- La prise en charge directe du remplacement à temps complet du gestionnaire paie CCAS/Centre Social mis à la disposition de la mairie suite à son départ de la collectivité
- Le renfort en personnels de certains services tels que les Espaces verts, l'ECRH et le service périscolaire
- La reprise de travail à temps complet pour des agents placés en congé de longue maladie et qui ne percevaient plus qu'un demi-traitement. (Lors qu'un agent est placé en congé longue maladie (maximum de 3 ans), il perçoit 100% de son salaire pendant 1 an. La deuxième et troisième année il perçoit 50% de son salaire)

Avantage en nature

Au 31/12/2019, 1 agent bénéficie d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service :

- Conciergerie de la salle des fêtes Francis Bouquet

Gestion du temps de travail

Les cycles de travail peuvent varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel. Ces cycles peuvent être définis par service ou par nature de fonction à l'exception des personnels d'enseignement artistique soumis à un régime hebdomadaire d'obligations de service.

Selon les modalités de l'article 4 du protocole d'accord de mise en place de la réduction du temps de travail du 10/12/2001, les agents pourront réaliser leur temps de travail ainsi :

soit de manière classique, c'est-à-dire **35h00 fixes hebdomadaires réalisés sur cinq jours, sur la base de 7 heures par jour**. A titre exceptionnel et tout en garantissant la bonne continuité du service public, la réalisation des 35 heures fixes par semaine peut être fixée sur une durée de jours inférieure à 5 jours tout en respectant les garanties minimales réglementaires de temps de travail.

soit, pour répondre aux horaires d'ouverture du service ou des nécessités de service sur une base annuelle (notamment pour le périscolaire et les services du Centre Social – **annualisation de leur temps de travail**).

Les horaires de travail sont modulés suivant différents cycles de travail (ex : temps scolaire, vacances scolaires...). L'agent pourra être amené durant une période travaillée donnée, à effectuer un nombre d'heures hebdomadaires supérieur à sa base hebdomadaire de rémunération. Le dépassement d'heures est restitué durant l'autre période non travaillée sous la forme de jours de récupération. Des jours peuvent être non travaillés quel que soit le cycle sans être décomptés en congés annuels.

La durée des cycles, les bornes quotidiennes et hebdomadaires de travail, les modalités de repos et de pause dans le respect des garanties minimales, sont définies selon l'organisation de chaque site.

soit sur la base de **39h00 fixes hebdomadaires**. Dans ce dernier cas, les agents sur cette base horaire hebdomadaire bénéficieront des jours d'ARTT (Aménagement de la Réduction du temps de travail).

En cas de dépassement des bornes horaires définies par ces cycles de travail, une compensation horaire ou, à défaut, l'attribution d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les catégories d'agents qui y sont éligibles est prévue pour les agents relevant d'un régime de décompte horaire des heures supplémentaires, en application du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002.

La réalisation d'heures supplémentaires s'effectue à la demande de l'autorité territoriale et doit être justifiée par nécessité de service.

II / ORIENTATIONS BUDGET 2020

1- Les recettes fiscales

→ *Impôts locaux*

Rappel des taux d'imposition :

| | | |
|---|---|---------|
| Taux de la taxe d'habitation | : | 17,70 % |
| Taux de la taxe sur le foncier bâti | : | 16,99 % |
| Taux de la taxe sur le foncier non-bâti | : | 45,37 % |

Il est proposé de ne pas augmenter les impôts locaux

→ Situation fiscale

Recensement au 1^{er} janvier 2020 : 9 811 habitants

Au 1^{er} janvier 2019, le recensement était de 9 934 habitants. Par rapport à la situation de 2018 sur la population, la commune de Merville a perçu de la dotation de solidarité rurale et urbaine.

DSR : 137 601 € - DSU : 173 117 €

➤ Synthèse sur les impôts locaux :

- Une suppression totale de la TH effective en 2023
- 80 % des ménages assujettis à la TH exonérés en 2020 - Exonération progressive des 20% des ménages restants jusqu'en 2023
- Perte du pouvoir de taux et d'abattements pour les collectivités
- Gel du taux de TH en 2020 (base TH revalorisée à hauteur de 0,9%) - Gel du taux de TFPB en 2021
- Prélèvement sur les 12ème de fiscalité en cas de hausse du taux de TH en 2018 et/ou 2019
- Transfert en 2021 de la part départementale du foncier bâti aux communes et perception d'une fraction de la TVA pour les EPCI et départements.
- Maintien d'une imposition sur les résidences secondaires, les logements vacants et des taxes additionnelles (GEMAPI et TSE)
- Vers une réforme des bases locatives des locaux d'habitation pour prise d'effet en 2027

2- Budget de fonctionnement 2020

a) Budget principal Commune

- Un budget par service a été proposé et sera validé afin de maîtriser et d'optimiser les dépenses dans les chapitres de charges à caractère générale, de gestion courante et de personnel. Les services se décomposent de la façon suivante : Services techniques – Multi-accueil – informatique – communication – ECRH - fêtes et cérémonies – péri-scolaire
- Optimisation des dépenses et des recettes de fonctionnement (à partir de 2019)
- Gel des charges à caractère général et des charges de gestion courante/exceptionnelle
- COPIL de subvention afin d'étudier les demandes de subvention.
- Recettes : Récupération FCTVA entretien voirie, réseaux et bâtiment (loi de finances)
- Dotation Etat : CNI/Passeports : 8000 € / an

b) Budget annexe ECRH

La subvention communale est de 85 000 €

c) Budget CCAS et centre social Stéphane Hessel

Subvention communale pour le CCAS est de 550 000 €

Subvention pour le centre social Stéphane Hessel est de 312 000 €

d) Evolution prévisionnelle des dépenses du personnel 2020

| | 2019 | Prévision 2020 | Variation |
|----------------------|----------------|-------------------|-----------|
| Charges du personnel | 5 958 675,02 € | 6 166 000 € | +3.50 % |

Ce taux d'évolution de 3.50% est proposé au regard des éléments suivants :

- L'effet GVT (glissement vieillesse technicité – avancement d'échelon/grade etc..). A ce sujet, les conditions d'avancements de grade ont été assouplies, ce qui permet de reconnaître la valeur professionnelle et de faire évoluer les agents en poste depuis des années
- Le report au 01/01/2020 des mesures du Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations (refonte de certaines grilles indiciaires cat A, B et C)
- L'effet report des recrutements opérés en 2019 renforçant les services
- Le paiement d'une indemnité de départ volontaire d'1 agent titulaire acté au 5 janvier 2020
- La prévision du versement d'une allocation chômage pour un agent ayant été licencié
- Une enveloppe d'heures supplémentaires et/ou complémentaires pour l'organisation des élections municipales (opérations de mise sous pli des propagandes électorales, émargement et dépouillement des 2 tours de scrutin)
- Le report des visites médicales biennales qui n'a pu être opéré en 2019 faute de médecin de secteur.
- La prévision d'un remplacement de congé maternité dans un service d'accueil de public nécessitant le respect d'un taux d'encadrement

Des leviers pourront alléger ces nouvelles charges, notamment :

- Le financement de contrats aidés par l'Etat « Parcours Emplois Compétences » et renforcement du recours à des prestataires extérieurs pour des besoins occasionnels en espaces verts avec 2 ACI (ateliers chantier d'insertion) du territoire
- Le non renouvellement systématique des départs en retraite : étude de fonctionnement, des missions et réévaluation du temps de travail dédié
- L'optimisation des modes d'organisation (révision des plannings, redéfinition des tâches)
- La Mutualisation des services RH et finances entre la commune et le CCAS

En 2020, conformément au décret d'application n°2019-1265 du 29 novembre 2019, la collectivité s'engagera dans la mise en place avec le Centre de Gestion du Nord (CDG59) des « lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines »

III/ ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

1) Fonctionnement : prévisions 2020-2021

Le tableau en annexe regroupe les prévisions budgétaires pour les années 2020 à 2022 estimées par chapitre en fonction des différents engagements de la commune connus à ce jour.

2) Investissements /Année 2020 (voir état en pièce jointe)

Il est à noter que la compétence voirie a été transférée à la CCFL en 2019

Enveloppe 1 600 000 € pour l'année 2020

Projet :

Rues du Laurier – de Fer – Boulinguez – Freigneaux – Chapelle Hemery – Bournoville – Delaeter – Duvette – Chapelle Guaquièrre – Simone Weil – Marc Sangnier – Pacavas – Epinette – Château – Pringuet – Gallois – Paradis - Barra

Sur les dépenses

| | |
|--|-------------|
| - Parking au Sart et accès | 200 000 € |
| - Acquisition terrain Nugou étang | 6 000 € |
| - Acquisition bâtiment concierge salle Sizaire | 129 000 € |
| - Partie voirie CCFL trottoirs convention | 51 000 € |
| - Toiture salle Gambetta | 330 000 € |
| - Changement des parois salle Sizaire | 53 000 € |
| - Halte fluviale (parking compris) | 500 000 € |
| - Construction bâtiment Arsenal | 2 500 000 € |
| - Programme école V. Hugo | 1 325 035 € |

Sur les recettes

| | |
|--|-------------|
| - Vente du patrimoine : (bâtiment concierge salle sizaire) | 150 000 € |
| - Subvention CCFL : projet la Batellerie | 125 000 € |
| - Subvention CCFL : 40 % projet halte-nautique | 120 000 € |
| - Subvention DETR (PM) | 6 000 € |
| - Subvention CD (Rte de la Gorgue, rue de Cassel, V. Deroide et Hazerbouck) | 43 700 € |
| - DSIL salle du Sart | 205 750 € |
| - DETR toiture Gambetta | 48 000 € |
| - CAF (mobilier périscolaire) | 7 768 € |
| - Emprunt (année 2020 2021) | 4 000 000 € |

Année 2021 :

- Fonds de concours CCFL (programme école V. Hugo) 745 000 €
- Fonds de concours Arsenal 487 763 €

Année 2022

- DSIL (école V. Hugo) 292 656 €

III/ STRUCTURE DE LA DETTE / EMPRUNT

Emprunt

En fonction de l'avancée du projet de l'extension de l'école Victor Hugo et la reconstruction de la cuisine centrale et du restaurant scolaire, la commune envisage de réaliser un emprunt à hauteur de 7 millions d'euros.

Les autres travaux seront financés par fonds propres et par les subventions des différents partenaires (Etat, CCFL, SIECF, Département et Région)

Besoin de financement

| Année | Recettes INV | Dépenses INV | Financements |
|-------|--------------|--------------|--------------|
| 2020 | 4,3 M € | 6,56 M € | Emprunt |
| 2021 | 4,7 M € | 4,98 M € | Emprunt |

Voir état en annexe

La dette

➤ Analyse rétrospective

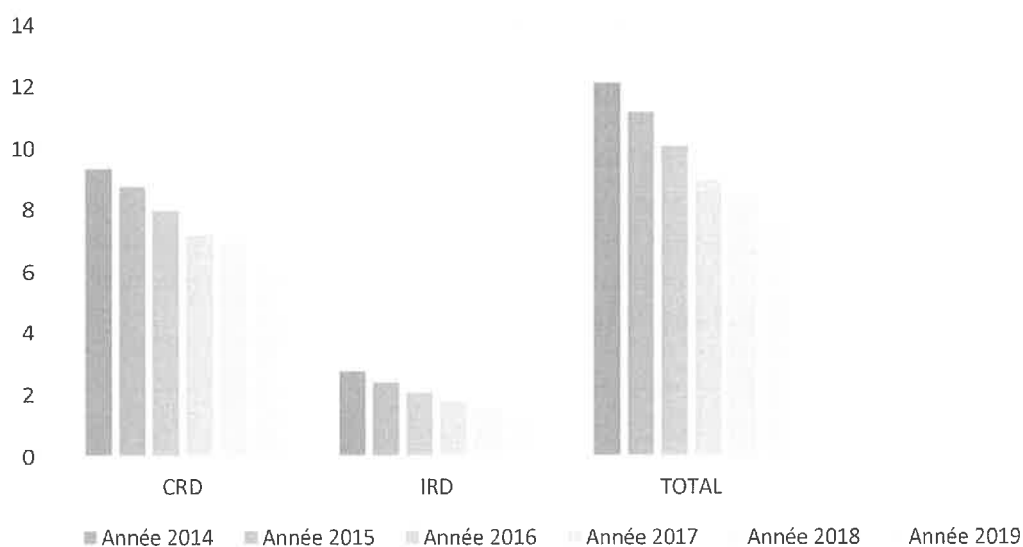
| Année | CRD | IRD | Total |
|-------|-------------|-------------|---------------------|
| 2014 | 9 346 299 € | 2 788 014 € | 12 134 313 € |
| 2015 | 8 773 105 € | 2 410 374 € | 11 183 479 € |
| 2016 | 7 988 854 € | 2 084 084 € | 10 072 938 € |
| 2017 | 7 185 653 € | 1 795 318 € | 8 980 971 € |
| 2018 | 7 011 447 € | 1 577 095 € | 8 588 542 € |
| 2019 | 6 163 387 € | 1 340 247 € | 7 503 634 € |

CRD : capital restant dû – IRD : intérêt restant dû
 Montant au 31 décembre de l'année N

Montant annuel

| Année | Amortissement | Intérêts | Annuité |
|-------|---------------|-----------|--------------------|
| 2014 | 631 743 € | 392 558 € | 1 024 301 € |
| 2015 | 683 325 € | 377 640 € | 1 060 965 € |
| 2016 | 784 251 € | 326 290 € | 1 110 541 € |
| 2017 | 803 201 € | 288 766 € | 1 091 967 € |
| 2018 | 850 206 € | 265 986 € | 1 116 192 € |
| 2019 | 848 060 € | 236 849 € | 1 084 909 € |

Evolution de la dette de 2014 à 2019



➤ Analyse prospective

| Année | CRD | IRD | Total |
|-------|-------------|-------------|--------------------|
| 2020 | 5 288 275 € | 1 132 794 € | 6 421 069 € |
| 2021 | 4 670 039 € | 956 247 € | 5 626 286 € |
| 2022 | 4 036 369 € | 801 184 € | 4 837 553 € |

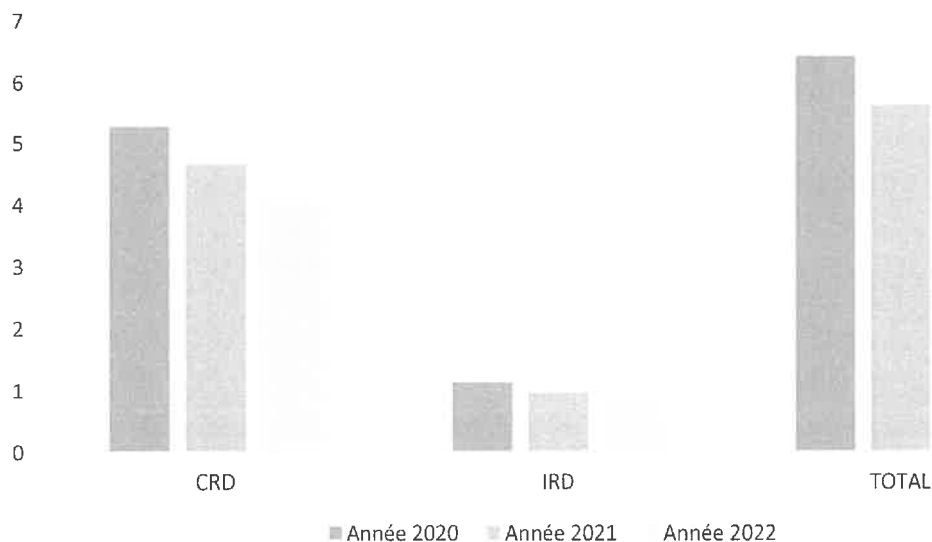
CRD : capital restant dû – IRD : intérêt restant dû
 Montant au 31 décembre de l'année N

Montant annuel

| Année | Amortissement | Intérêts | Annuité |
|-------|---------------|-----------|--------------------|
| 2020 | 875 112 € | 207 453 € | 1 082 565 € |
| 2021 | 618 236 € | 176 548 € | 794 784 € |
| 2022 | 633 669 € | 155 063 € | 818 732 € |

Ces données ne prennent pas en compte la prévision de l'emprunt à hauteur de 7 millions d'euros pour le projet de l'école V. Hugo.

Evolution de la dette de 2020 à 2022



Envoyé en préfecture le 03/03/2020

Reçu en préfecture le 03/03/2020

Affiché le



ID : 059-215904004-20200213-03032020D01_AK-DE

ANNEXES

Envoyé en préfecture le 03/03/2020

Reçu en préfecture le 03/03/2020

Affiché le

The logo for SLOW (Service Local d'Orientation et d'Accompagnement) is displayed in blue, stylized capital letters.

ID : 059-215904004-20200213-03032020D01_AK-DE

**SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET
ETAT DES DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES AU 31 DECEMBRE 2019**

(Ne figure que les opérations pour lesquelles des crédits sont reportés)

| Comptes par ordre croissant | Libellé article/opération | CREDITS OUVERTS | | | Dépenses mandatées | Crédits disponibles | Crédits Annulés | Crédits Reportés |
|-----------------------------|---|-----------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|
| | | BP | Décisions modificatives | Budget total | | | | |
| 2041581 / 655 | Biens mobiliers, matériels et études | | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 41 048,60 € | 18 951,40 € | 15 951,40 € | 3 000 € |
| 2118/ N.I | Autres terrains | 60 000,00 € | | 60 000,00 € | - € | 60 000,00 € | 20 000,00 € | 40 000 € |
| 2182 / N.I | Matériel de transport | 232 700,00 € | | 232 700,00 € | 13 914,00 € | 218 786,00 € | 158 786,00 € | 60 000 € |
| 2183 / N.I | Matériel de bureau et matériel informatique | 34 000,00 € | 17 000,00 € | 17 000,00 € | 8 808,30 € | 8 191,70 € | 191,70 € | 8 000 € |
| 2188 / N.I | Autres immobilisations | 54 800,00 € | | 54 800,00 € | 36 911,71 € | 17 888,29 € | 1 692,09 € | 16 196 € |
| 2313 / 61 | Constructions | 90 000,00 € | | 90 000,00 € | - € | 90 000,00 € | 87 500,00 € | 2 500 € |
| 2313 / 620 | Constructions - Arsenal | 1 100 000,00 € | | 1 100 000,00 € | - € | 1 100 000,00 € | 1 015 000,00 € | 85 000 € |
| 2313 / 630 | Constructions - Halte nautique | 259 500,00 € | | 259 500,00 € | - € | 259 500,00 € | 254 700,00 € | 4 800 € |
| 2315 / 650 | Installations, matériel et outillage techniques | 156 000,00 € | | 156 000,00 € | | 156 000,00 € | 26 000,00 € | 130 000 € |
| 2315 / NI | Installations, matériel et outillage techniques | 1 275 000,00 € | 60 000,00 € | 1 215 000,00 € | 39 265,44 € | 1 175 734,56 € | 1 050 735,00 € | 125 000 € |
| | TOTAUX : | 3 262 000,00 € | - | 3 245 000,00 € | 139 948,05 € | 3 105 051,95 € | 2 630 556,19 € | 474 496 € |

A Merville, le 02/01/2020
L'Ordonnateur,



Le Maire
JOËL DUYCK

**SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET
ETAT DES RECETTES ENGAGEES NON MANDATEES AU 31 DECEMBRE 2019**

(Ne figure que les opérations pour lesquelles des crédits sont reportés)

| Comptes par ordre croissant | Libellé article/opération | CREDITS OUVERTS | | | Recettes mandatées | Crédits disponibles | Crédits Annulés | Crédits Reportés |
|-----------------------------|---------------------------|-----------------|-------------------------|--------------|--------------------|---------------------|-----------------|------------------|
| | | BP | Décisions modificatives | Budget total | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| TOTAUX : | | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |

A Merville, le 02/01/2020
L'Ordonnateur,


 Le Maire
JOËL DUYCK

**SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ECRH
 ETAT DES DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES AU 31 DECEMBRE 2019**

(Ne figure que les opérations pour lesquelles des crédits sont reportés)

| Comptes par ordre croissant | Libellé article/opération | CREDITS OUVERTS | | | Dépenses mandatées | Crédits disponibles | Crédits Annulés | Crédits Reportés |
|-----------------------------|---------------------------|-----------------|-------------------------|--------------|--------------------|---------------------|-----------------|------------------|
| | | BP | Décisions modificatives | Budget total | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| TOTAUX : | | | | | - € | - € | - € | - € |

A Merville, le 02/01/2020
 L'Ordonnateur,



SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ECRH
ETAT DES RECETTES ENGAGEES NON MANDATEES AU 31 DECEMBRE 2019

(Ne figure que les opérations pour lesquelles des crédits sont reportés)

| Comptes par ordre croissant | Libellé article/opération | CREDITS OUVERTS | | | | Dépenses mandatées | Crédits disponibles | Crédits Annulés | Crédits Reportés |
|-----------------------------|---------------------------|-----------------|-------------------------|-----|--------------|--------------------|---------------------|-----------------|------------------|
| | | BP | Décisions modificatives | | Budget total | | | | |
| | | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | | |
| TOTAUX : | | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |

A Merville, le 02/01/2020
L'Ordonnateur


 Le Maire
JOËL DUYCK

Section d'investissement

| Désignations | Année 2020 | | Année 2021 | | Année 2022 | |
|--|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses |
| Excédent N-1 + report | 780 659 € | | 6 442 228 € | | 2 293 729 € | |
| Autofinancement | 1 943 687 € | | 92 720 € | | 351 026 € | |
| Dotations amortissements | 270 000 € | | 250 000 € | | 250 000 € | |
| Dotations FCTVA | 150 000 € | | 456 458 € | | 698 000 € | |
| Taxe d'aménagement | 200 000 € | | 170 000 € | | 170 000 € | |
| Subventions | 556 307 € | | 1 232 763 € | | 292 656 € | |
| Vente de patrimoine (concierge salle sizaire) | 150 000 € | | | | | |
| Vente de terrains | | | | | | |
| Reste à réaliser / les engagements | | | | | | |
| Emprunt | 7 000 000 € | | | | | |
| Total | 11 050 663 € | | 8 458 729 € | | 4 055 411 € | |
| Emprunts | | 1 155 000 € | | 900 000 € | | 914 000 € |
| Reste à réaliser / les engagements | | 474 496 € | | | | |
| Immo incorporelles | | 30 000 € | | 30 000 € | | 30 000 € |
| Immo corporelles | | | | | | |
| Immo en cours (les projets)* | | 1 185 000 € | | 930 000 € | | 944 000 € |
| Liste des projets* | | | | | | |
| Parking Sart et accès | | 200 000 € | | | | |
| Acquisition terrain étang Nugou | | 6 000 € | | | | |
| Acquisition bâtiment concierge salle sizaire | | 129 000 € | | | | |
| Partie voirie CCFL trottoirs convention | | 51 000 € | | | | |
| Toiture Gambetta | | 330 000 € | | | | |
| Changement des parois salle Sizaire | | 53 000 € | | | | |
| Halte fluviale (parking compris) | | 500 000 € | | | | |
| Construction bâtiment arsenal | | 529 400 € | | 1 105 000 € | | 628 276 € |
| Programme école V. Hugo | | 1 325 035 € | | 4 130 000 € | | 2 255 200 € |
| Futurs Investissement suivant la liste | | 300 000 € | | | | |
| Total | | 3 423 435 € | | 5 235 000 € | | 2 883 476 € |
| Disponible pour les travaux futurs ou équipement | | -€ | 2 293 729 € | | 227 935 € | |

Subventions 2020: 125 000 € CCFL (projet la Batellerie) - 40 % CCFL projet halte nautique - Rt de la Gorgue rue de Cassel et V. Deroide : 37 000 € subventions trottoirs département - Rt Hazebrouck 6797 € - DSIL 205750 € salle du Sart
 5992 € DETR PM CAF 7768 € (mobilier périscolaire) DETR toiture Gambetta 48 000 €
 Subventions 2021 : 75 € /habitants 759300 € CCFL Fonds de concours - Fonds de concours 487 763 € Arsenal
 Subventions 2022 : DSIL 292 656 €

Dépenses : Suite au transfert de la compétence voirie à la CCFL, il a été acté que la réfection des trottoirs était à la charge de la commune
 Trottoirs rue des Freigneaux - rue Bournoville - rue Delataer
 Travaux voiries CCFL :

Programme école V. Hugo sera financé par emprunt - proposition emprunt de 7 M € sur 25 ans amortissement constant

Envoyé en préfecture le 03/03/2020

Reçu en préfecture le 03/03/2020

Affiché le

SLO

ID : 059-215904004-20200213-03032020D01_AK-DE

PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENTS PREVISIONS

Section de Fonctionnement

| Désignations | Année 2020 | | Année 2021 | | Année 2022 | |
|--|---------------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses |
| Excédent | 1 589 687 € | | 800 000 € | | 600 000 € | |
| Remboursement sur rémunération personnel | 100 000 € | | 100 000 € | | 80 000 € | |
| Ventes de produits fabriqués | 300 000 € | | 280 000 € | | 280 000 € | |
| Impôts et taxes | 9 480 000 € | | 9 669 600 € | | 9 862 992 € | |
| Dotations | 1 800 000 € | | 1 700 000 € | | 1 700 000 € | |
| Autres produits de gestion courante | 40 000 € | | 40 000 € | | 40 000 € | |
| Total des produits | 13 309 687 € | | 12 589 600 € | | 12 562 992 € | |
| Charges à caractère général | | 2 150 000 € | | 2 193 000 € | | 2 236 860 € |
| Charges de personnel | | 6 166 000 € | | 6 289 320 € | | 6 415 106 € |
| Charges de gestion courante/ exceptionnelles | | 2 400 000 € | | 2 400 000 € | | 2 400 000 € |
| Frais financier | | 380 000 € | | 350 000 € | | 310 000 € |
| Total des charges | | 11 366 000 € | | 11 482 320 € | | 11 611 966 € |
| Autofinancement (transfert INV) | | 1 943 687 € | | 507 280 € | | 351 026 € |
| Dotations aux amortissements (section INV) | | 270 000 € | | 250 000 € | | 250 000 € |